

Alouette, programme qui a débuté en 1958 et qui s'est terminé il y a peine trois semaines à la base aérienne de Vandenberg où a eu lieu le lancement du satellite du nom d'Isis II, et auquel j'ai assisté avec le ministre, ce dernier pourrait-il maintenant donner l'assurance à l'industrie canadienne qu'elle pourra continuer maintenant ses efforts en ce sens?

L'hon. M. Kierans: Personne au Canada ne doute de la compétence technologique de l'industrie canadienne, notamment dans le domaine des satellites. Le problème deviendrait alors celui des risques économiques et commerciaux qu'entraînerait la construction des réseaux de satellites, or ce sont des décisions économiques qui ne peuvent être prises qu'à un moment donné et dans des circonstances précises.

* * *

LES PÊCHES

L'ESPADON—L'AIDE AUX PÊCHEURS LÉSÉS PAR L'HYDRARGYRISME

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Je voudrais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts qui était à la Chambre mais qui est parti. En son absence, je la poserai donc au très honorable premier ministre. Étant donné les problèmes économiques graves qu'affrontent les pêcheurs d'espadon du littoral Atlantique du Canada par suite des règlements arbitraires sur la teneur en mercure de l'espadon, le gouvernement a-t-il mis sur pied un programme qui puisse venir en aide à ceux qui participaient à cette industrie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je prends note de la question, monsieur l'Orateur.

* * *

LE LOGEMENT

TORONTO—LE GOUVERNEMENT ET LA CONSTRUCTION DU METRO CENTRE

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre sans portefeuille chargé du logement et des questions urbaines. Le gouvernement participe-t-il à la planification, au financement ou à l'occupation éventuelle de l'ensemble CNR-CPR de Toronto désigné comme Metro Centre?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Il n'y a eu ni discussions ni démarches officielles des principaux intéressés et par conséquent le gouvernement n'a engagé aucune responsabilité financière à cet égard jusqu'ici.

M. Ryan: Le gouvernement prévoit-il participer au projet?

L'hon. M. Andras: Nous n'avons reçu aucune offre; c'est pourquoi il m'est difficile de répondre oui ou non. Nous sommes prêts à étudier toute proposition qui serait de notre compétence.

LE PREMIER MINISTRE

LA QUESTION DU VOYAGE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Vu qu'il projette un voyage en Union soviétique et que nos relations commerciales et autres avec la République populaire de Chine s'améliorent, songe-t-il à inclure dans son itinéraire une visite à ce dernier pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on m'excusera de n'avoir pas entendu la première partie de la question, mais d'après ce que j'en ai compris, je voudrais dire que je n'envisage pas pour le moment de me rendre à l'étranger à titre officiel, sauf en ce qui concerne le voyage en Union soviétique prévu pour le mois prochain.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA RÉPARTITION DES CRÉDITS ENTRE UN PLUS GRAND NOMBRE DE PROGRAMMES

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Comme il paraît probable que beaucoup de demandes de subventions présentées en vertu du programme «Perspectives-Jeunesse» seront approuvées en principe mais rejetées en dernier ressort par manque de fonds, malgré leur intérêt, son ministère envisagerait-il de couper la somme accordée à chaque projet, de façon que le crédit de 15 millions de dollars puisse être réparti entre un plus grand nombre de programmes estudiantins?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Non seulement, monsieur le président, suis-je disposé à considérer une proposition comme celle-là, mais c'est l'esprit dans lequel nous travaillons et procédons au choix des projets, sauf pour un certain nombre, dont l'ordre de grandeur et la nature même commandent une certaine dimension, et qui ne peuvent pas facilement être subdivisés. De toute évidence, nous voulons donner l'occasion au plus grand nombre possible de groupes de prendre des initiatives.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA MAINMISE ÉTRANGÈRE—LA RÉVISION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

[Traduction]

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre du Revenu national quand nous pouvons espérer une déclaration définitive de la politique du gouvernement sur la propriété étrangère, et si, au cours de sa révision, il a enquêté sur l'activité des syndicats internationaux, et surtout sur l'allégation selon laquelle le mouvement ouvrier des États-Unis aurait soutiré aux ouvriers canadiens 80 millions de dollars ces sept dernières années?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la première partie de